

Les Haïtiens espèrent que Michèle Pierre-Louis mettra fin à la crise de gouvernement

L'impasse politique suscite l'impatience de la communauté internationale. En avril, des émeutes de la faim avaient précipité la chute du premier ministre Jacques-Edouard Alexis

PORT-AU-PRINCE
ENVOYÉ SPÉCIAL

Le président haïtien, René Prével, a désigné l'économiste Michèle Pierre-Louis pour remplacer le premier ministre Jacques-Edouard Alexis, victime d'une motion de censure le 12 avril. Le Parlement a rejeté les deux premiers candidats proposés par le président. Les Haïtiens et la communauté internationale espèrent que ce choix permettra enfin de sortir de la crise politique qui a suivi les émeutes de la faim du début avril.

« On me demande d'entrer en politique depuis vingt ans. J'avais toujours refusé. Cette fois, j'ai dit à René Prével que j'allais essayer. J'attends le vote du Parlement, je suis sereine, que chacun fasse son travail », confie Michèle Pierre-Louis au Monde, au siège de la Fondation connaissance et liberté (Fokal), qu'elle a créée en 1995 grâ-

ce au financement du milliardaire américain George Soros. « Soros m'a poussée à accepter en me disant que le vent tourne aux Etats-Unis grâce à Barack Obama », précise M^{me} Pierre-Louis, de retour d'un voyage à Cuba et à Washington.

Architecture dépouillée, le centre culturel accueille chaque jour plusieurs centaines de personnes. « Le président est à mi-mandat et la situation est très difficile. Je ne lui ai rien demandé, sinon de relancer la mobilisation citoyenne.

Nous vivons dans un pays trop cloisonné. Il faut promouvoir la solidarité nationale pour réconcilier les Haïtiens », ajoute cette femme née il y a 61 ans, à Jérémie, au sud-ouest de l'île, dans une famille aisée.

Amie de longue date de René Prével, avec qui elle avait ouvert une boulangerie dans les années 1980, Michèle Pierre-Louis a participé à la campagne d'alphabétisation lancée par l'Eglise catholique à cette époque. Elle n'a cessé d'animer des programmes de formation pour les jeunes, les femmes ou les paysans. « Michèle représente un courant d'air frais dans la politique haïtienne, anticipe Rony Smarth, qui fut premier minis-

tre durant le premier mandat du président Prével (1996-2001). Elle est une survivante du mouvement démocratique né en 1986. C'est une femme d'une grande exigence éthique qui inspire le respect. Il sera difficile aux députés de ne pas l'accepter. »

M. Smarth craint pourtant qu'elle ait du mal à s'adapter aux « manœuvres politiciennes ». Les premières réactions des parlementaires semblaient plutôt favorables à sa ratification, selon le président de la Chambre haute, Kelly Bastien. Les deux candidats précédents, Ericq Pierre et Robert Manuel, avaient été victimes du bras de fer entre M. Prével et la majorité des députés, regroupés au sein de la Concertation des parlementaires progressistes (CPP).

L'émergence de ce nouveau bloc, formé par des transfuges de plusieurs partis, notamment de la formation présidentielle L'Espoir, a mis en évidence la faiblesse des partis haïtiens, incapables de maintenir un minimum de discipline.

En quête de fonds pour leur réélection, des parlementaires avaient obtenu des promesses, et pour certains des chèques, du premier ministre sortant Jac-

ques-Edouard Alexis. Ericq Pierre avait publiquement dénoncé « les forces de la corruption », responsables, selon lui, du rejet de sa candidature.

« Par son refus de négocier, le président René Prével porte une part de responsabilité dans la prolongation de la crise, alors que le coût de la vie augmente et que les kidnappings se multiplient », regrette Micha Gaillard, porte-parole de Fusion, un parti social-démocrate. Beaucoup de Haïtiens reprochent au chef de l'Etat ses silences prolongés et sa nonchalance, malgré la gravité de la crise.

Les principaux ambassadeurs en poste à Port-au-Prince et Hédi Annabi, le chef de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), cachent de moins en moins leur impatience face au blocage politique, qui a provoqué le report d'une conférence des bailleurs de fonds, prévue fin avril.

« Nous avons des crédits qui ne demandent qu'à être dépensés », souligne l'ambassadeur de France, Christian Connan. Nous attendons l'installation du nouveau gouvernement pour organiser, avec le Canada, une conférence sur le développement rural, avec une liste de projets concrets. » ■

JEAN-MICHEL CAROT

ZIMBABWE

L'Afrique du Sud se joint aux critiques occidentales contre le régime de Mugabe

LE CONGRÈS national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud, et son président Jacob Zuma se sont clairement distancés, mardi 24 juin, du régime zimbabwéen de Robert Mugabe et de son parti l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF) auxquels les unissait le combat commun contre l'oppression blanche.

L'ANC estime que le régime de son voisin zimbabwéen « bafoue de manière brutale les droits démocratiques ». « Nous nous sommes battus pour que les gens aient le droit de vote (et) la démocratie mais on ne peut plus être d'accord avec la Zanu-PF. On ne partage plus les mêmes valeurs », a déclaré Jacob Zuma, estimant que le processus électoral pour la présidentielle au Zimbabwe avait été complètement « discrédité ». Mardi, Robert Mugabe a pourtant confirmé le maintien du second tour, vendredi. En dépit des violences et du retrait du chef de l'opposition Morgan Tsvangirai qui appelle, dans un entretien accordé au quotidien britannique *The Guardian*, au déploiement d'une force internationale de maintien de la paix dans son pays. - (AFP.)

CORRESPONDANCE

Cameroun : une lettre de la SPM

A la suite de notre article intitulé « Coup de torchon dans la bananeraie » (Le Monde du 10 juin), nous avons reçu de Jean-Yves Brethes, président de la Société des plantations Mbanga (SPM), la mise au point suivante :

Notre article laissait supposer que les sociétés étrangères gagnaient beaucoup d'argent dans la filière bananière du Cameroun et profitaient de façon abusive d'une population à leur service, ayant conduit aux émeutes que l'on sait et à la destruction de leur outil de production.

En ce qui concerne la SPM, il nous semble indispensable d'apporter certaines informations.

Sur les 300 000 tonnes exportées en 2008 par le Cameroun, 120 000 tonnes sont produites par des exploitations appartenant à l'Etat ; 45 000 tonnes sont produites par la SPM dont le capital est à 50 % français, 25 % danois et 25 % camerounais.

La filière banane exploite au total 7 000 hectares de terres, emploie 14 000 personnes en direct et 36 000 personnes en emploi induit, fait vivre 200 000 personnes et a investi 120 milliards de francs CFA en 10 ans (180 millions d'euros). L'objectif du plan de stratégie nationale étant d'atteindre le seuil de 400 000 tonnes de bananes d'ici 2011, seuil minimum pour résister aux grands pays producteurs d'Amérique centrale.

L'Union européenne soutient activement les investissements pour compenser les concessions faites au cours de ces dernières années aux producteurs centra-américains dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

Bien avant l'élection du maire actuel de Penja, les sociétés bananières étaient soumises à des contrôles fiscaux annuels. Ces contrôles sont de plus en plus rigoureux au niveau de l'administration fiscale, qui a des objectifs de performance pour couvrir les frais de l'Etat. Une série d'impôts sur le chiffre d'affaires et une imposition sur les bénéfices d'exploitation sont donc recouvrés par l'Etat.

86 % des terrains cultivés par les sociétés de production bananière appartiennent à l'Etat camerou-

nais. Toutes les locations de la région bananière du Mungo sur les terres n'appartenant pas à l'Etat camerounais sont effectuées en plein accord avec les ministères concernés et les indemnités fixées par les services du ministère de l'agriculture.

Lors des derniers événements, les ouvriers des plantations ont pour la plupart défendu leur outil de travail, parfois même au prix de leur propre sécurité. En vingt années, il y a eu deux arrêts de travail sur les plantations, arrêts de travail contraints et forcés, n'ayant aucun rapport avec les conditions de travail, mais fomentés par des personnes incontrôlées, sans attache avec la profession bananière.

Par leurs apports importants de capitaux, les producteurs comme la SPM ont largement contribué à l'équilibre social des régions bananières et au développement de l'emploi, évitant ainsi l'exode rural massif vers les grandes villes entraînant l'augmentation du chômage et de la misère, et en évitant de plus une contribution massive des travailleurs à l'immigration dans des conditions que chacun connaît.

Fondées sur la pérennité, les sociétés d'exploitation de bananes participent au contraire au développement et à l'amélioration des conditions de vie de leurs collaborateurs, de leurs familles, et des populations voisines. Cet objectif est l'assurance de travailler dans un climat garantissant la durabilité de leurs investissements.

L'accord d'entreprise conclu par la SPM et les syndicats, en présence des représentants du ministère du travail, assure une rémunération à ses salariés supérieure de 35 % par rapport à la convention collective actuelle. Par ailleurs, une série d'avantages complémentaires essentiels est à disposition des salariés et de leurs familles, telles que la prise en charge de l'ensemble des frais médicaux des employés et de leur noyau familial, les financements de la lutte contre le sida, la création de classe d'enseignement, de terrains de sports, la réfection de bâtiments publics et toutes autres actions portant sur l'amélioration progressive des conditions de vie et des soins des employés. ■

SOMALIE Quatre touristes occidentaux enlevés par des pirates

MOGADISCIO. Quatre touristes embarqués à bord d'un voilier ont été enlevés par des pirates, lundi 23 juin, alors qu'ils naviguaient au large de la Somalie, au niveau de la localité de Lasqo-

rey. Selon des sources locales dans la région autoproclamée autonome du Puntland (nord), les touristes - sans doute allemands - prenaient des photos quand les pirates sont montés à bord. Ils auraient été débarqués et emmenés de force dans les montagnes voisines. - (AFP.)



Le Monde

Redécouvrez
**L'HISTOIRE DE FRANCE
EN BANDES DESSINÉES**

2 000 ans d'histoire
en 16 volumes édition collector

**LE GRAND SUCCÈS
DE LAROUSSE
RÉÉDITÉ !**

Dès le 28 juin,
le volume 4

De
**Philippe Auguste
à
Saint Louis**

6€
90
chaque week-end
en plus du Monde

Pour plus d'informations : www.lemonde.fr/bdhistoire
ou au 0825 120 219 (0,15 € TTC / min)

© Editions Larousse - * Offre de lancement volume 1 « De Vercingétorix à Attila » en plus du Monde et son supplément « Le Monde TV&Radio » : 3 € (soit 1,70 € le volume 1). A partir du volume 2, chaque BD avec Le Monde et son supplément « Le Monde TV&Radio » : 8,20 € (soit 6,90 € le volume 2 et suivants). Chaque élément de l'offre peut être acheté séparément à la Boutique du Monde, 80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris, ou par correspondance. Voir conditions en magasin ou sur le site www.lemonde.fr/bdhistoire. Offre limitée à la France métropolitaine, dans la limite des stocks disponibles. visuels non contractuels.